

LA RÉPUBLIQUE ASPHYXIÉE Vite, de l'air !

L'un des ministres les plus influents du gouvernement vient d'être emporté par un scandale politico-financier dont personne ne mesure encore la portée. Chaque jour apportant son lot de rumeurs, de nouveaux soupçons, de révélations, l'atmosphère qui règne dans le pays est devenue pestilentielle. Entre écœurement et colère, la République au bord de l'asphyxie a besoin du vent frais de la vérité, du vent vif de la révolte contre le fric, l'arrogance et le mensonge dont Jérôme Cahuzac est devenu le symbole.

Hier héros d'une politique libérale, impitoyable avec les faibles et douce avec les puissances de l'argent, celui-là même qui assénait sans ciller, « *la lutte des classes, je n'y ai jamais cru* », est devenu l'emblème indigne d'une gauche qui a perdu toutes ses valeurs.

De quoi Cahuzac est-il le nom ?

Les admirateurs et courtisans d'hier, rejoignant précipitamment la curée, ne nous ferons pas le coup du serpent isolé que la gauche, insouciant, aurait nourri en son sein.

Ce dont Cahuzac est le nom, c'est celui du conflit d'intérêts institutionnalisé entre puissances de l'argent et de l'ensemble du monde politique, FN compris, à l'exception du Front de gauche. Ce dont il est le nom, c'est celui de la politique de rigueur et d'austérité exigée par le Medef (*voir encadré*). Ce dont il est le nom, c'est le mépris du peuple, le mensonge et la résignation.

Les yeux dans les yeux

Car, et c'est là peut-être le terrible mais précieux enseignement de cette affaire, Cahuzac ne mentait pas moins lorsqu'il prétendait, les yeux dans les yeux, qu'il n'y a pas d'alternative à l'austérité, que lorsqu'il niait, en bloc et en détails, les accusations du site Médiapart.

C'est bien le système de l'argent roi, érigé en table de la loi de la réussite, de la compétitivité ou de la concurrence, qui permet l'évasion fiscale, les paradis fiscaux, les spéculations en tout genre. Oui, le capitalisme corrompt les décideurs pour mieux se mettre à l'abri des foudres des peuples qui n'en peuvent plus.

Vite, une 6ème République

Comme le Front de gauche l'avait proposé dans la campagne, il faut une nouvelle République, sociale et citoyenne. Or les mesures

CONTRE LE FRIC
QUI POURRIT TOUT !

MAINTENANT
PRENEZ
LE POUVOIR

MEETING

AVEC

PIERRE LAURENT

SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF, SÉNATEUR

MARDI 16 AVRIL 2013 / 19H00
GYMNASE JEAN-JAURÈS PARIS 19^E
M^O LAUMIÈRE

PCF

FRONT
DE GAUCHE

PCF

Parti communiste français



FRONT
DE GAUCHE

proposées par le Président de la République sont nécessaires mais ridicules face à l'enjeu.

Pour les communistes, c'est clair : il n'y aura pas de rétablissement de la confiance perdue sans qu'enfin soient conférés des pouvoirs directs aux citoyens comme aux salariés. Le changement véritable est à cette condition.

Alors que les mots sont en passe de perdre toute valeur, l'heure est aux actes les plus forts pour inscrire la transparence et la justice au cœur de notre démocratie.

Crise économique, politique et démocratique

Grande marche citoyenne pour une 6ème République

Paris, Dimanche 5 mai 2013



PENDANT CE TEMPS LÀ, À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

...les député-es débattent de la loi dite de « sécurisation de l'emploi », transcription de l'accord signé par le Medef et une minorité de syndicats. Ce serait la pire loi votée contre le droit du travail. Pas un précaire ou un chômeur en moins, mais pour « amadouer les patrons », le CDI intermittent sera créé, ainsi que les mutations forcées et les baisses de salaires contraintes. Il y aura moins de protection pour les salariés, moins de prud'hommes, moins de critères sociaux pour les licenciements. Les complémentaires santé seront livrées aux assurances privées...

La droite ne s'y trompe pas et félicite le gouvernement. Dominique Dord – UMP- va jusqu'à déclarer : « *Si nous avons présenté ce projet il y a un an vous seriez dans la rue* ».

André Chassaigne, Président du groupe Front de gauche riposte : « *Nous considérons que ce sont les élus qui font la loi et ce serait une lourde dérive de la République que la représentation nationale se voie imposer une loi dictée par le Medef. Nous entendons la détricoter pièce par pièce pour montrer aux parlementaires et aux Français sa nocivité. Nous voulons faire bouger les lignes.* »

Quand on est de gauche, on ne vote pas une telle régression sociale.

>> En savoir plus sur l'ANI : <http://www.pcf.fr/38086>

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :